



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

CAEN • Amiens

du 12 novembre 2024

Déclarations liminaires : La FSU a fait lecture de sa déclaration liminaire (à retrouver ici).

Une réponse du Recteur Pierre MOYA : le Rectorat est dans l'attente de la fin des travaux parlementaires sur le budget 2025 pour en savoir plus sur la répartition des moyens par académie.

Ordre du jour :

1. Orientation de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) 2024-2025

La région rappelle la situation : 269 EPLE publics dans les Hauts-de-France (+ 155 établissements privés) Cela représente : 4 millions de m², 5200 agent-es territoriaux. En 2024 la DGF était de 113,7 M € en 2023 + 220 M € (moyens humains). Pour la DGF 2025 : c'est en attente. Il y a une dotation initiale de 90M d'Euros, soit 80% seulement de la DGF2022. La baisse est justifiée par la Région par une baisse du coût de l'énergie en 2025.

Pascal DEMARTHE, élu de la majorité régionale, qui représente Laurent RIGAUD, vice-président à l'Education, non-présent, déclare que cette dotation initiale pourrait cependant faire l'objet d'une première dotation complémentaire dès le début de l'année 2025, en fonction des dotations de l'État aux régions inscrites dans le futur budget 2025.

Région : Le fonds de roulement des établissements est fixé à 30 jours. L'année 2024 reste marquée par une inflation importante. Plusieurs éléments fragilisent les établissements :

- l'impact de deux exercices 2023 et 2024 marqués par un niveau très élevé de l'énergie ;
- l'inflation annuelle moyenne de 2022 de 5.2% et de 2023 de 4.9% ;
- des baisses de recettes (TVA et fonds de l'état) ;
- l'impact du changement de logiciel comptable en EPLE (arrivée d'Opale) - la Région dit avoir de ce fait placé les trésoreries d'établissement "sous surveillance renforcée" ;
- des retards de facturation importants de la part d'EDF ;

Une troisième vague de dotation complémentaire est prévue pour le 28 novembre 2024.

La Région propose de délibérer sur une DGF initiale reposant sur plusieurs principes (le maintien d'une approche individualisé, une sécurisation de la DGF).

Orientations budgétaires pour 2025 :

La région réfléchit à une rénovation de la DGF qui serait basée sur deux composantes :

- une part "patrimoine" ;

- une part "élève" ;

Un groupe de travail sera mis en place prochainement entre la région, les proviseur-es et les secrétaires généraux sur cette rénovation de la DGF, "en se basant sur les filières, en se connectant le plus possible à l'identité des établissements".

FSU : qu'est-ce que le « bonus bonnes pratiques » dans les nouveaux critères envisagés pour le calcul de la DGF ? La région que ces derniers sont à déterminer mais par exemple cela pourrait être le développement durable, gestion des espaces verts...

La région indique qu'il y a une perte de 16% d'élèves entre 2019 (226 362 élèves) et 2020 (prévision de 189 478 élèves) et qu'une réflexion est engagée sur l'organisation des structures.

FCPE : les tarifs de la restauration ont augmenté pour les élèves en septembre et il y a une dégradation du 3ème service. Il y a un problème d'égalité de traitement. Où et quand en discuter ?

Région : ce n'est pas dans la DGF. La région indique que l'externalisation des repas n'a pas été engagée. Les circuits courts sont favorisés. Les repas des enseignant-es sont à 5,10 € et il y a aussi une participation de la région à ce sujet. Le ratio d'élèves (ou apprenant-es) 1/2 pensionnaires est très important. C'est un signe de qualité de la restauration. Il n'y a quasiment plus de services différents : tout est en service continu.

Une organisation sur la moyenne des fonds de roulements des établissements du versant sud (Picardie) ?

La région indique également qu'elle ne dispose pas d'une moyenne des fonds de roulements des établissements du versant sud (Picardie) à un instant T mais au 31 décembre. L'an dernier, 17 budgets furent rejetés. Aucun établissement ne sera en cessation de paiement. La région sera toujours là.

Élu d'opposition au CR (Thomas Hutin) : la dotation sera insuffisante.

FSU : Est-il possible de dissocier l'évolution démographique entre l'Académie d'Amiens et l'académie de Lille.

Région : Il faut aller chercher des financements extérieurs. Pour les effectifs, on attend des prévisions d'effectifs de l'Insee pour 2025. Dans l'Oise il y a des secteurs où la démographie sera positive. Baisse de 1000 élèves c'est un lycée. Depuis 2016, aucun lycée n'a été fermé. Une vingtaine de structures ont moins de 200 élèves mais il y a une volonté de les maintenir. Un lycée c'est un bassin de vie, c'est un écosystème économique mais la réalité nous rattrape.

FSU : pourquoi les EPLEFPA publics sont revenus à 30 jours de fonds de roulement ?

Région : les charges de personnels ne sont pas dans le fond de roulement du lycée. La garantie du fond de roulement agricole est bien maintenue. Plus tôt dans les débats, au sujet de l'enseignement agricole, la région disait ne pas avoir d'information sur la création d'un lycée privé agricole sur le secteur de Méru.

La région affirme aussi que les exploitations agricoles doivent être bénéficiaires. La FSU évoque l'outil pédagogique et la gestion des travaux par la région qui ne permettent pas d'avoir un fonctionnement générant des bénéfices. Ces exploitations tendent à l'équilibre.

Suite de l'ordre du jour :

2. Approbation du procès verbal du 5 décembre 2023

3. Résultats aux examens (session 2024)

Recteur :

- DNB : il y a une baisse moins forte dans l'académie d'Amiens qu'ailleurs en France. La suppression du correcteur académique de façon stricte explique la baisse des résultats de l'académie. L'« opération DNB » de l'académie aurait permis de faire augmenter les taux de réussite du DNB – Donne l'exemple du collègue César Franck à Amiens, qui a obtenu 95 % de réussite.
- Baccalauréat : Stabilité sur toutes les séries.
- BTS : il faudrait avoir une réflexion sur le BTS car le taux de réussite continue à diminuer.

La FSU demande la communication des résultats pour le CFG et le DNB pro.

4. Bilan de la rentrée 2024

1. évolution des effectifs

Recteur : il y a une baisse importante pour les écoles. Par exemple -2.3% pour l'Aisne (baisse plus forte que dans les autres départements). La baisse est moins forte dans le privé.

La FSU intervient est demande à ce que les effectifs des TPS scolarisés hors dispositif « TPS pur » soient pris en compte pour la carte scolaire. Elle interroge également sur la situation des Ulis dans le 1er degré et leur maillage tout comme celui des ESMS et de leur avenir.

Recteur : si les enfant de deux ans sont scolarisés c'est, notamment, en Éducation prioritaire ou dans du rural défavorisé.

Recteur : Dans le secondaire public, la baisse est beaucoup plus forte qu'attendue avec baisse d'autant plus marquée en 6^e. La baisse est aussi beaucoup plus forte que prévue en 2de GT. Il y a, en revanche, une augmentation de 2 points d'orientation sur la voie professionnelle dans notre académie. Il faut arrêter cette augmentation. Le recteur ne fixe aucun chiffre d'orientation car nous parlons d'élèves et non de chiffres. Nous avons besoin de stabilité dans les politiques éducatives. En revanche, il faut s'assurer que tous les élèves aient les mêmes chances partout sur l'Académie. À notes égales, les élèves ont-ils les mêmes chances d'orientation ?

Ce n'est pas le cas. Sur les territoires ruraux : on a fait des suivis de cohorte sur les résultats. On constate qu'avec des résultats équivalents à d'autres élèves de l'académie ces élèves des TER ont 10 points de moins d'orientation en LG et LT.

Pour certains collèges il y a des plus-values pédagogiques importantes et certains de ces EPLE ont un taux d'orientation en LP de 30-35%. Il faut s'assurer que ces élèves fassent des choix raisonnés et que le manque de projection vers les études supérieures ne les pénalisent pas.

Il peut y avoir des phénomènes genrés aussi. Les élèves de l'Éducation prioritaire demandent plus d'orientation en voie professionnelle et le recteur souhaite s'assurer que les élèves qui s'orientent vers la voie professionnelle le font par choix, qu'il n'y ait pas d'auto-censure, de phénomènes genres ou sociaux.

FCPE : la filière professionnelle est une filière d'excellence.

Recteur : on a eu beaucoup moins d'élèves non affectés en cette rentrée. Il y a eu des ouvertures de demi-divisions cette année pour la 1^{ère} fois pour avoir beaucoup moins d'élèves non-affectés que l'an dernier.

La FSU demande la communication du travail de suivi de cohorte mené par le rectorat.

Recteur fait aussi par d'une réflexion sur la création d'Ulis dans les lycées professionnels. Il indique croire dans les internats de réussite éducative (cadre structurant) qui permet aux enfants d'avoir des conditions de sommeil et d'alimentation favorables. Il reste parfois des places vacantes. Il y a aussi des innovations : on permet aux élèves de tester sur une ou deux nuits l'internat car une semaine c'est parfois trop long.

Recteur : Il n'y a pas eu de commande passée mais le souhait d'une vraie réflexion sur ce sujet. Les flux naturels non régulés et créés des situations qui ne sont plus maîtrisables. Il y a une demande des familles et les décisions des conseils de classe accentuent les demandes des familles.

FSU : La baisse en 6^{ème} est plus forte dans le public que dans le privé. Cela coïncide avec la mise en place du choc de savoirs. Beaucoup de parents ont craint pour leurs enfants. L'enseignement privé avait indiqué ne pas mettre en place le choc des savoirs. La ministre a annoncé récemment l'acte 2 du choc des savoirs qui feront à nouveau craindre une baisse des effectifs dans le public.

La FSU note aussi l'absence des résultats de l'enseignement agricole ainsi que l'absence de la DRAAF à l'instance et en demande les raisons : les structures et les résultats sont absents des documents de ce CAEN. Pour le lycée agricole d'Airion, par exemple, il y a beaucoup de recrutement en Bac Pro et des élèves qui se rendent compte que l'agriculture ce n'est pas ce qu'ils souhaitent et avec d'autres difficultés (AESH...) et des classes difficiles.

Recteur : Il n'y a pas eu de fuite des élèves du public vers le privé. On est sur des flux géographiques.

Président de l'IUT d'Amiens : on ne prend plus de Bac pro car le taux de réussite est de zéro. Il faudrait réformer le BTS et le placer en 3 ans. Rejoint en ce sens la remarque de la FSU.

2. Dotation horaire globalisée définitive des lycées et des lycées professionnels

Nouvelle secrétaire Générale Adjointe de l'Académie : présentation du tableau. Pas de remarques.

3. Bilan de l'orientation et de l'affectation des élèves

Rectorat : -2.2% vers LGT au profit de la voie professionnelle. Nationalement il y a une baisse de 1,2%. L'orientation en voie professionnelle se fait au profit de la seconde voie professionnelle.

En STMG, il y a toujours un très fort avec équilibre des genres. Il y a une baisse en STI2D enrayée et un fort déséquilibre de genre. En voie générale, il y a aussi des déséquilibres de genre.

Région : l'industrie se transforme. Gros projets structurants dans les hauts de France avec le CSNE. L'industrie d'aujourd'hui ce n'est pas celle d'hier. . Depuis 2019, il y a une responsabilité des régions sur l'information sur les formations insérantes via Proch'orientation et une logique de territorialisation ; exploitation du canal Seine-Nord, arrivée des *gigafactories*. Selon la région, il n'y a pas que l'Education nationale dans la formation professionnelle : établissements privés (écoles de production), CFA, ... Il faut une coopération public/privé/CFA.

Conseillère régionale d'opposition : plutôt que de transférer au privé, il faut préserver les formations.

Rectorat : pour Parcoursup, on a veillé à réduire les délais d'attente (82% des candidat-es ont eu une proposition dans les six premiers jours). Les chiffres sont meilleurs qu'au niveau national (+4 points dans le taux d'élèves ayant reçu une proposition).

FSU : Avez-vous des chiffres sur le taux sur la stabilité des candidat-es orienté-es en fin de Parcoursup ?

Recteur : non nous n'avons pas de bilan quantitatif mais un accompagnement qualitatif.

La FSU se dit en accord avec le Recteur sur la lutte contre le déterminisme social mais pas en accord avec la région sur son déterminisme géographique. La politique de la majorité infuse dans les familles aujourd'hui et c'est plus difficile d'orienter les élèves vers les filières GT. Ce sont plutôt les filières professionnelles qui sont présentes lors des forums de l'orientation. C'est souvent le lycée de secteur pour lequel il n'y a plus besoin de le présenter qui est absent.

Recteur : il n'y a pas de désaccord entre la région et le rectorat. Tous les talents doivent être reconnus. Les filières GT devraient faire un effort pour présenter leurs formations. Notamment SI/STI.

4. Groupe Académie Lycée des Métiers (GALM)

Rectorat : Réunion en juillet 2024.

Région : il existe aussi des dispositifs régionaux pour la mobilité – admet que la marge est plus faible sur la DGF.

5. Présentation de la carte des formations pour 2024-2025

Rectorat : +13 ETP ds la voie professionnelle dès janvier 2024 puis création de plusieurs demi-postes.

Recteur : Il y a une attention sur la voie professionnelle et les moyens ; à la rentrée nous avons créé des demi-groupes par exemple.

La FSU est surprise que l'enseignement agricole ne figure pas dans cette carte des formations. La loi d'orientation agricole évoque 40 % de métiers agricoles en plus sans être présent dans la carte des formations de l'académie. De plus, la DRAAF souhaite la création en priorité de 3 et 4 techno impliquant un plus grand recrutement en filière professionnelle ne correspondant pas aux ambitions académiques présentées dans ce CAEN.

Questions diverses

Questions diverses de la FSU au CAEN du 12 novembre 2024

- Quelles sont les enveloppes de recrutement des personnels contractuelles enseignant-es des 1er et 2nd degré pour notre académie et par département ? Par rapport à l'an dernier, il manque beaucoup de postes (au moins dans le 1er degré) et cela alerte les personnels et la FSU. Que se passe-t-il ?

Recteur : 32 contractuelles sur le 1er degré à ce jour.

- Quel est le bilan tire le rectorat du Parcours Préparatoire au Professorat des écoles ?

Recteur : Il n'y a pas de bilan consolidé. Cela a fonctionné différemment et notamment selon la discipline. Celui de Beauvais a très bien marché en termes de recrutement. En revanche, celui adossé à une licence de mathématiques a moins bien fonctionné

- Peut-on avoir un bilan du nombre de reçu au CRPE (pour les 3 concours) pour l'Académie d'Amiens avec la modalité de travail (50% ou 100%) des stagiaires ?

Recteur : 68.9% qui ont le MEEF et 31.1 qui sont à 50%. Le rapport du jury est disponible sur le site de l'Académie d'Amiens.

- École inclusive : quelles sont les projections académiques et/ou régionales, en lien avec l'ARS, sur le réseau des ESMS ?

Recteur : ARS a écrit pour cartographier les besoins et le travail est ouvert début décembre.

Conseillère régional d'opposition : situation du lycée Jean De La Fontaine. Il manque deux infirmier-es et il manque aussi deux professeur-es dans des disciplines diplomantes.

Réponse : il n'y a toujours pas de candidats pour les deux postes de professeur-es sauf une de l'académie de Lille pour le poste à 18h qui viendrait de Lille – plus de difficultés sur le poste à 9h. Pour les cours non affectés, des cours de rattrapage vont être prévus.